



Assemblée générale

Distr. générale
7 mai 2017
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session
Cinquième Commission
Points 134 et 118 de l'ordre du jour
Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017
La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies

Renforcer la capacité du système des Nations Unies d'aider les États Membres à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies

**Incidences sur le budget-programme du projet de résolution
A/71/L.66**

**État présenté par le Secrétaire général conformément
à l'article 153 du Règlement intérieur
de l'Assemblée générale**

I. Introduction

1. Le projet de résolution A/71/L.66, qui porte sur le renforcement de la capacité du système des Nations Unies d'aider les États Membres à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, vise à créer le Bureau de la lutte contre le terrorisme, sur la base de l'évaluation présentée par le Secrétaire général dans son rapport sur la capacité du système des Nations Unies d'aider les États Membres à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies (A/71/858), publié en réponse à la résolution 70/291 de l'Assemblée générale, en date du 1^{er} juillet 2016.

2. Dans son rapport, le Secrétaire général a indiqué qu'il fallait confier la conduite de la lutte contre le terrorisme à un haut fonctionnaire des Nations Unies qui se consacrerait à cette tâche, en mettant en avant les raisons suivantes : le caractère transnational, changeant et multidimensionnel de la menace terroriste; la quantité et la portée croissantes des mandats conférés aux entités des Nations Unies en matière de lutte contre le terrorisme ces dix dernières années; la multiplication des demandes émanant d'États Membres et d'organisations régionales et visant à obtenir un appui s'agissant de l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies; la nécessité croissante d'intensifier les efforts de coordination des Nations Unies; les répercussions politiques de l'évolution de la menace; l'augmentation du nombre de demandes provenant des États Membres en ce sens.



En conséquence, le Secrétaire général a recommandé à l'Assemblée générale de créer un Bureau de la lutte contre le terrorisme, avec à sa tête un Secrétaire général adjoint.

II. Demandes formulées dans le projet de résolution

3. Aux termes des paragraphes 1 à 4 du projet de résolution A/71/L.66, il est prévu que l'Assemblée générale :

- a) Accueille avec satisfaction les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général et décide de créer le Bureau de la lutte contre le terrorisme et de le doter des compétences et fonctions prévues dans le rapport;
- b) Salue l'initiative du Secrétaire général de détacher du Département des affaires politiques du Secrétariat l'actuel Bureau de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, ainsi que leur personnel et toutes les ressources ordinaires et extrabudgétaires qui leur sont affectées, et de les regrouper pour former le Bureau de la lutte contre le terrorisme;
- c) Apprécie l'important travail qu'accomplit le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, et souligne que les accords existants relatifs aux contributions, ainsi que les fonctions, la présidence et la composition de son Conseil consultatif seront maintenus, et que les ressources budgétaires et financières du Centre seront uniquement utilisées pour l'exécution de son programme de travail;
- d) Insiste sur la nécessité de faire en sorte que le Bureau de la lutte contre le terrorisme, qui sera dirigé par un Secrétaire général adjoint, soit doté de suffisamment de moyens et de ressources pour mener à bien les activités qui lui sont prescrites.

III. Rapport entre les demandes formulées et les plans-programmes biennaux et les priorités pour les périodes 2016-2017 et 2018-2019 et les budgets-programmes des exercices biennaux 2016-2017 et 2018-2019

4. Les activités mentionnées dans le projet de résolution relèvent du programme 2 (Affaires politiques) du plan-programme biennal et des priorités pour les périodes 2016-2017 et 2018-2019. Elles concernent également le chapitre 3 (Affaires politiques) et le chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) du budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017 et du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019.

5. Si le projet de résolution est adopté, les modifications ci-après du sous-programme 6 du programme 2 (Affaires politiques) seront présentées au Comité du programme et de la coordination à sa cinquante-septième session, conformément aux dispositions de la résolution 58/269 de l'Assemblée générale :

- a) Modifications à apporter au plan-programme biennal et aux priorités pour la période 2016-2017 (A/69/6/Rev.1) :

Sous-programme 6
Bureau de la lutte contre le terrorisme

Stratégie

2.14 La responsabilité opérationnelle de ce sous-programme incombe au Bureau de la lutte contre le terrorisme, qui joue un rôle de premier plan dans la coordination et la cohérence de l'ensemble des activités de lutte contre le terrorisme du système des Nations Unies. Le Bureau continuera d'aider les États Membres à mettre en œuvre les quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en coordonnant les activités des organismes des Nations Unies qui font profiter les États Membres de leur expérience et de leurs conseils. Afin de promouvoir la mise en œuvre de la Stratégie, il renforcera les partenariats avec les États Membres, les organisations régionales et sous-régionales et la société civile en améliorant l'accès à l'assistance, à l'information et aux bonnes pratiques. Il étudiera également les problèmes rencontrés par le système des Nations Unies pour apporter une réponse commune au terrorisme dans le monde.

b) Modifications à apporter au plan-programme biennal et aux priorités pour la période 2018-2019 (A/71/6/Rev.1) :

Sous-programme 6
Bureau de la lutte contre le terrorisme

Stratégie

2.14 La responsabilité opérationnelle du sous-programme incombe au Bureau de la lutte contre le terrorisme, qui, sous la direction du Secrétaire général adjoint, exerce des fonctions de secrétariat essentielles en vue d'aider l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme à assurer la coordination et la cohérence d'ensemble de l'action antiterroriste menée par le système des Nations Unies. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, créé au sein du Bureau, appuie le renforcement des capacités des États Membres. Le Bureau continuera d'aider les États Membres à mettre en œuvre les quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, à savoir : a) éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme; b) prévenir et combattre le terrorisme; c) étoffer les moyens dont les États disposent pour prévenir et combattre le terrorisme et renforcer le rôle joué en ce sens par l'Organisation des Nations Unies; d) garantir le respect des droits de l'homme et la primauté du droit en tant que base fondamentale de la lutte antiterroriste) en coordonnant les activités des organismes des Nations Unies qui font profiter les États Membres de leur expérience et de leurs conseils. Il consolidera les partenariats avec les États Membres, les organisations régionales et sous-régionales compétentes et la société civile afin de renforcer la mise en œuvre de la Stratégie et, à cette fin, d'améliorer l'accès à l'assistance, à l'information et aux bonnes pratiques. Il s'intéressera également aux problèmes rencontrés par le système des Nations Unies pour faire face au terrorisme à l'échelle mondiale de manière unifiée.

6. L'objectif, les réalisations escomptées, les indicateurs de succès et les produits du sous-programme resteront les mêmes.

IV. Activités prévues pour donner suite aux demandes formulées

7. Conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 4 du projet de résolution, le Secrétaire général créerait un Bureau de la lutte contre le terrorisme en tant que

composante distincte relevant du chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme, qui serait dirigée par un Secrétaire général adjoint faisant directement rapport au Secrétaire général. Les attributions du Bureau seraient les suivantes :

- a) Piloter l'action menée au titre des divers mandats de lutte contre le terrorisme de l'Assemblée générale qui ont été confiés au Secrétaire général à l'échelle du système des Nations Unies;
- b) Renforcer la coordination et la cohérence des activités des 38 entités de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme pour assurer la mise en œuvre équilibrée des quatre piliers de la Stratégie;
- c) Accroître l'aide que l'Organisation fournit aux États Membres pour renforcer leurs capacités de lutte contre le terrorisme;
- d) Promouvoir davantage les activités de lutte contre le terrorisme de l'Organisation, leur donner une plus grande visibilité et renforcer la mobilisation de ressources dans ce domaine;
- e) Veiller à ce que la priorité voulue soit accordée à la lutte contre le terrorisme dans l'ensemble du système des Nations Unies et que les travaux importants menés s'agissant de la prévention de l'extrémisme violent soient fermement ancrés dans la Stratégie.

8. Une fois le projet de résolution adopté par l'Assemblée générale, le Secrétaire général devrait :

- a) Nommer un Secrétaire général adjoint, qui, aidé par un assistant spécial (P-3), dirigerait le Bureau de la lutte contre le terrorisme, tout en étant à la fois Président de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, et assurerait la direction stratégique de la lutte contre le terrorisme menée par l'Organisation des Nations Unies, participerait au processus de prise de décisions de l'Organisation et veillerait à ce que les travaux de celle-ci tiennent compte des causes et des répercussions transversales du terrorisme;
- b) Détacher du Département des affaires politiques l'actuel Bureau de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, ainsi que leur personnel et toutes les ressources ordinaires et extrabudgétaires qui leur sont affectées, et les regrouper pour former le Bureau de la lutte contre le terrorisme;
- c) Veiller à ce que les accords existants relatifs aux contributions, ainsi que les fonctions, la présidence et la composition du Conseil consultatif du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme soient maintenus, et à ce que les ressources budgétaires et financières du Centre soient uniquement utilisées pour l'exécution de son programme de travail;
- d) Faire en sorte que le Bureau de la lutte contre le terrorisme soit doté de suffisamment de moyens et de ressources pour mener à bien les activités qui lui sont prescrites.

V. Montant estimatif des ressources nécessaires

9. Pour donner suite à la décision figurant au paragraphe 1 du projet de résolution, on estime que des ressources supplémentaires d'un montant de 390 600 dollars seraient nécessaires pendant l'exercice biennal 2016-2017 au titre des chapitres 3 (Affaires politiques), 29D (Bureau des services centraux d'appui) et

36 (Contributions du personnel); ces ressources supplémentaires, qui permettraient de financer : a) la création de deux postes (1 poste de Secrétaire général adjoint et 1 poste P-3); b) d'autres dépenses opérationnelles, sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

Ressources supplémentaires nécessaires, par chapitre du budget-programme

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources nécessaires pour 2017^a</i>	<i>Ressources nécessaires pour 2018-2019</i>
Chapitre 3 (Affaires politiques)		
Postes : 1 poste de Sous-Secrétaire général et 1 poste P-3	127 200	907 200
Voyages	28 600	114 300
Services contractuels	2 100	8 400
Frais généraux de fonctionnement	500	2 200
Fournitures et accessoires	500	2 000
Mobilier et matériel	3 800	-
Total partiel (chapitre 3)	162 700	1 034 100
Chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui)		
Location de locaux	15 900	63 600
Aménagement et mobilier	194 600	-
Total partiel (chapitre 29D)	210 500	63 600
Chapitre 36 (Contributions du personnel)		
Contributions du personnel	17 400	124 200
Total partiel (chapitre 36)	17 400	124 200
Total	390 600	1 221 900

^a Pour une période de six mois.

VI. Possibilité de financement au moyen de crédits déjà ouverts pour l'exercice biennal 2016-2017

10. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/71/L.66, des dépenses supplémentaires d'un montant de 390 600 dollars devront être inscrites dans le budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017. Toutefois, ces dépenses seraient imputées, dans la limite des crédits ouverts, sur le budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017.

11. En raison de la date de présentation du projet de résolution A/71/L.66, les dépenses pour 2018-2019 ne peuvent pas être inscrites dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019. Si le projet est adopté par l'Assemblée générale, ces ressources seraient demandées dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019, conformément aux procédures budgétaires existantes.

VII. Conclusion et décision que l'Assemblée générale est invitée à prendre

12. L'adoption par l'Assemblée générale du projet de résolution A/71/L.66 entraînerait des dépenses supplémentaires d'un montant de 390 600 dollars, dont 162 700 dollars au titre du chapitre 3 (Affaires politiques), 210 500 dollars au titre du chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) et 17 400 dollars au titre du chapitre 36 (Contributions du personnel) du budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017. Toutefois, ce montant de 390 600 dollars serait imputé, dans la limite des crédits ouverts, sur le budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017.

13. L'Assemblée générale est invitée à prendre acte du présent rapport et à approuver la création de deux postes (1 poste de Secrétaire général adjoint et 1 poste P-3) au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017
